Les USA sont en train de devenir une URSS 2.0, selon une ancienne du renseignement américain

[Source : Sputnik France (sputniknews.com)]

[© Photo : Pixabay / TheDigitAlartist]

Rebecca Koffler, ancienne officier des services américains, a mis en garde contre une dérive «soviétique» des États-Unis, entre atteintes aux libertés et règne du politiquement correct.

[Ndlr : il en est de même dans la plupart des pays occidentaux, et spécialement dans l'Union Européenne et au Canada.]

Alors qu'en France des débats sémantiques font rage autour du terme «dictature» dans le sillage des restrictions sanitaires, aux États-Unis une ex-officier du renseignement militaire a mis les pieds dans le plat. Dans un article pour Fox News, Rebecca Koffler a ainsi mis en garde contre une dérive totalitaire de son pays, qui lui rappelle de plus l'Union soviétique d'où elle a émigré.

L'ex-agent a notamment fustigé les opérations de surveillance de l'Agence nationale de la sécurité (NSA) et du Bureau fédéral d'enquête (FBI) à l'encontre de certains politiques. Elle a cité en exemple le cas de Carter Page, conseiller de campagne de Donald Trump, dont la mise sur écoute a fait polémique.

> «Étant née et ayant grandi dans un État totalitaire, je suis familière des gouvernements qui espionnent les citoyens ordinaires. Les récentes révélations sur la surveillance par la NSA m'ont ramenée il y a 30 ans dans un endroit qui n'existe plus, mon pays natal, l'Union des républiques socialistes soviétiques», écrit ainsi Rebecca Koffler pour Fox News.

L'ancienne gradée a rappelé que l'espionnage de simples citoyens est l'une «des caractéristiques du totalitarisme», ajoutant que la mésaventure de Carter Page en disait long sur le sentiment d'impunité des «apparatchiks gouvernementaux».

«Cancel culture»

Rebecca Koffler se dit également inquiète de la «cancel culture», qui déborde des campus américains pour imposer le politiquement correct dans toute la société. Un conformisme de rigueur, qui lui rappelle celui de la société soviétique.

> «En Amérique, il existe désormais des opinions « correctes », celles de la classe dirigeante […] et ce qu'on appelle en russe des opinions « incorrectes » (nekorrektnoye). Les Américains ayant des opinions contredisant l'orthodoxie idéologique des progressistes sont licenciés, « annulés » par des militants, interdits de parler sur les campus universitaires», explique-t-elle ainsi dans son article.

Des logiques que l'ancienne officier voit également à l'œuvre sur les réseaux sociaux où les géants de la technologie, surnommés Big Tech, traquent les opinions divergentes. Une allusion aux politiques de modération de certains réseaux sociaux qui ne cessent en effet d'interroger. Début juillet, Donald Trump avait d'ailleurs engagé une plainte collective pour «censure illégale» contre plusieurs réseaux sociaux ayant suspendu ses comptes.

Société à deux vitesses

Rebecca Koffler met également en garde contre les promesses de gratuité qui se multiplient aux États-Unis. Fin avril, Joe Biden avait notamment annoncé débloquer des fonds pour faciliter les gardes d'enfants ou mettre en place une université communautaire gratuite. Des promesses qui rappellent à l'ex-agent les systèmes socialistes, où tout était censé être fourni gratuitement par le gouvernement.

En réalité, le modèle soviétique a souvent débouché sur une société à deux vitesses, où la nomenklatura avait droit à tout, quand le peuple était forcé de «faire la queue pendant des heures pour obtenir des produits de base». Une logique que Rebecca Koffler croit déjà avoir vue à l'œuvre durant la pandémie.

> «Le double standard que les Américains ont connu pendant les confinements m'a rappelé l'URSS: les politiciens sont allés dans des restaurants chers, se sont fait couper les cheveux et ont voyagé luxueusement, tandis que le reste d'entre nous a souffert, laissant pousser ses cheveux et essayant de calmer les enfants, intenables durant les cours à distance», résume-t-elle ainsi.

En France, des polémiques sur ces doubles standards avaient aussi vu le jour, à propos notamment des dîners clandestins. Plusieurs personnalités politiques avaient alors été soupçonnées de se rendre dans des restaurants, au mépris

des mesures de confinement.